

Bien loin encore de la stabilité et de la paix

Autor(en): **Reinmann, Eduard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **40 (1993)**

Heft 9

PDF erstellt am: **14.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-368356>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Beaucoup de facteurs d'insécurité dans la sûreté européenne

Bien loin encore de la stabilité et de la paix

rei. D'après une liste parue en juin 1993 de l'Institut Carter d'Atlanta, USA, 34 guerres sont en cours en ce moment et 112 conflits armés existent dans le monde entier. L'Europe est secouée depuis deux ans par une guerre cruelle en Ex-Yougoslavie. Et dans les républiques devenues maintenant indépendantes de l'ancienne Union soviétique les luttes pour le pouvoir, engagées avec des armes, ne promettent rien de bon. Le monde, et notamment l'Europe, ne sont pas devenus plus sûrs ces dernières années. Uniquement la situation des troubles a changée.

Bien sûr – le danger d'une guerre globale s'est éloigné. Mais des guerres conventionnelles sont devenues à nouveau possibles; Le degré d'inhibition est visiblement plus bas. D'autre part, l'esprit collectif de sécurité en Europe a été altéré par de graves fêlures. Les tensions au sein de l'OTAN se sont tellement aggravées, que le futur de cette organisation de défense ne semble plus assuré. Et – les événements dans les Balkans le montrent – ni les Américains ni les Européens veulent s'engager, lors de conflits localement limités, avec des moyens militaires dans des actions pour le maintien de la paix. La nouvelle situation est plus dangereuse que l'ancienne, aussi pour la Suisse.

Des mots, mais pas d'actes

La guerre dans les Balkans nous est la plus proche, non seulement dans l'espace, mais aussi dans nos sentiments. En Suisse, ainsi que dans d'autres Etats démocratiques, on est choqué et révolté à l'idée des cruautés, des souffrances et des morts pas loin de nous. L'appel «à faire quelque chose» est souvent impétueux. Seulement, qui peut arrêter cette guerre? Qui veut faire ce sale travail? Sommes-nous prêts à faire nous-mêmes des sacrifices pour stopper ces horreurs? Les derniers temps ont montré visiblement qu'on préfère en rester à une indignation exprimée en mots, plutôt que de s'engager avec des actes. La violente résistance de certains cercles contre une troupe suisse de casques bleus donne à réfléchir.

Désarmement en Europe

En dépit de la situation incertaine en Europe, de la prolifération d'armes à des états engagés dans des conflits, du nouvel armement dans le golfe Persique et du fondamentalisme islamique devenant toujours plus virulent, une vraie fièvre de dés-

armement s'est emparée de l'Europe. En Allemagne, les troupes de la Bundeswehr doivent avoir par un plafonnement un chiffre maximal de 370 000 soldats, et cela malgré l'acroissement venu des nouvelles républiques, et l'on envisage de réduire le temps de l'instruction élémentaire de douze à six mois. La Belgique réduit aussi ses troupes de la moitié. L'Italie, le Danemark et la Hollande diminue de 40%. Et la France aussi réduit ses troupes au sol.

Il est vrai que pas toutes ces mesures ne relèvent du domaine du désarmement et ne doivent pas être considérées comme un affaiblissement du potentiel militaire. Pour une partie – comme aussi en Suisse avec l'armée 95 – il s'agit d'une nouvelle structuration des forces armées dans une situation stratégique différente. Néanmoins, les responsables de l'OTAN se montrent aujourd'hui aussi inquiets de ce que plusieurs Etats-membres de l'Alliance Atlantique réduisent leur potentiel opérationnel de défense, en plus grande mesure que l'OTAN l'avait projeté en 1991. En plus, il faut ajouter la réduction draconienne des troupes américaines stationnées en Europe. En 1995 il devra y avoir encore 100 000 soldats. Un peu plus de 300 000 étaient là dans les années 80.

Il ne faut pas oublier un tout autre aspect concernant l'engagement américain en Europe. Il s'agit de la croissance économique actuelle de la Chine et de l'Asie du Sud-Est, qui accompagne les efforts d'armements intensifs. Il se conçoit facilement que la sécurité en Asie ait la priorité dans la politique étrangère américaine. Ceci peut avoir des conséquences indirectes pour le pacte Atlantique. Dans les cercles de l'OTAN on pense que dans le cas d'un conflit européen on ne peut plus compter sur l'aide des USA, et que les partenaires européens doivent s'en remettre à une organisation de défense comme celle de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.). La retenue de Washington dans la politique

des Balkans pourrait être interprétée comme un premier symptôme de cette nouvelle orientation en politique de sûreté.

Nouveaux «challenges»

Les aspects de la situation internationale, du moment qu'ils ont une grande importance, directe ou indirecte pour la Suisse, ont été analysés par le Commandant de Corps Arthur Liener, Chef de l'Etat-major. Un premier challenge réside dans les problèmes qui sont nés des ruines de l'ancienne puissance militaire soviétique. Le potentiel nucléaire donne lieu à de graves craintes. On parle de 30 000 ogives explosives atomiques, dont la plupart se trouve en Russie. Mais aussi l'Ukraine, la Russie Blanche et le Kazakhstan sont en possession de plusieurs milliers d'armes de ce genre. Certes, ces pays ont répété maintes fois qu'ils renonçaient aux armes nucléaires. Mais quant à l'Ukraine en particulier, on peut avoir des doutes considérables.

Le pays s'inquiète de développement interne de la Russie et des tensions en rapport avec ce grand voisin. On ne peut pas exclure le cas, où l'Ukraine retirerait sa promesse en fin de compte, et opterait pour un état d'armes nucléaires. Tous les contrats START seraient alors bloqués et les réductions négociées ne pourraient pas prendre effet.

Mais même si le contrat START entrerait en vigueur, il faudrait craindre que la Russie ne soit pas capable de diminuer le potentiel nucléaire dans une période conforme au contrat. Il en va de même pour les armes chimiques. Sur des voies de garage en Russie, pas moins de 18 000 wagons de chemin de fer, dit-on, sont garés, remplis de munition chimique dont les citernes sont déjà corrodées par les intempéries. Un scénario de catastrophe d'une envergure inimaginable!

Finalement, il ne s'agit pas seulement des armes en elles-mêmes, mais aussi du potentiel intellectuel. On estime le nombre de personnes qui pourraient construire une bombe en Russie à environ 2 000. La crainte que d'ici peu un flux d'experts puisse se rendre dans des états radicaux du Tiers Monde est justifiée.

L'impuissance de l'Europe

Tous les efforts entrepris jusqu'ici pour stopper la guerre d'agression brutale en Yougoslavie ont échoué. Cela pose un grand point d'interrogation derrière tous les espoirs d'obtenir un ordre de sécurité stable et paisible en Europe. L'impuissance de l'Europe démocratique vis-à-vis de cette guerre peut émettre un très dan-

gereux signal. Si la Serbie peut retracer ses frontières à l'aide de forces militaires sans inconvénients, nous risquons de nous voir dans un futur proche face à face avec d'autres «Yougoslavies». Car ce qui se passe aux Balkans, est peut-être plus qu'une guerre sanglante. Cela pourrait effectivement être le premier pas vers une vraie guerre de succession, dans laquelle il s'agit de rediviser et de partager l'actif de la faille de l'empire ottoman et soviétique. Les frontières ne sont pas seulement contestées en Ex-Yougoslavie, et les minorités ethniques se trouvent sur tout le Balkan et dans toute l'Europe du sud-est. Sans parler du Caucase déjà frappé par la guerre maintes fois, ainsi que du Proche-Orient chroniquement instable et du Moyen-Orient.

Instabilité politique à l'Est

Il serait faux de n'envisager que les potentiels de dangers militaires dans les réflexions sur la politique du sûreté. Non moins angoissante est aussi la mauvaise situation économique et l'instabilité politique liée à celles-là dans les pays de l'Est. Le taux d'inflation est aujourd'hui en Russie de plus de 1000%. Le produit national brut et la production industrielle ont diminué de la moitié comparé à l'état de 1980. Plus de 90% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. La criminalité et la mafia se répandent comme une traînée de poudre. 25 millions de Russes se retrouvent tout à coup comme minorité nationale dans des états nouvellement fondés. La lutte pour le pouvoir entre le Président Jelzin qui veut la réforme et le parlement conservateur bloque l'activité du gouvernement et renforce les forces centrifuges dans le pays. Certains observateurs craignent que la Russie puisse – éventuellement d'une manière sanglante – tomber en morceaux.

Mais aussi en Europe centrale et orientale les jeunes démocraties ne sont encore absolument pas consolidées. On n'a qu'à penser à la rupture tragique de la Tchécoslo-

L'architecture de sûreté européenne et la Suisse

Une nouvelle Europe se forme à l'intérieur d'un véritable arc de crises, qui va de l'ancienne USSR, en passant par les Balkans, le Proche- et le Moyen-Orient, jusqu'au Maghreb. En plus, l'Europe se façonne dans une confrontation avec les problèmes que l'arc de crises soulève. Ce que sera l'architecture qui portera le nouvel ordre de sécurité en fin de compte, est encore pour une grande partie incertain. On peut identifier comme piliers essentiels la CSCE, l'OTAN, l'U.E.O., la CE, le conseil de l'Europe, le G-7, l'OCDE et l'ONU. Il est certain que notre environnement stratégique et international se trouve dans une période de profond bouleversement qui durera encore des années. Nous nous voyons confronté à de nouveaux défis qui nous font parfois peur. Nos voisins en Europe sont aussi dans la même situation. La Suisse ne représente pas un «cas exceptionnel». Il faut aborder ces défis d'une manière pragmatique, flexible et calme. Un tel procédé correspond au caractère de notre population et de notre pays. La Suisse ne se croise pas les bras dans le domaine de la politique de sûreté. Bien au contraire, elle suit très exactement le développement international et elle formule ensuite, dans le cadre des possibilités réalistes, ses réponses et ses contributions à la solution des problèmes existants, en ne perdant pas le but de vue. ▲

vaque. Toujours est-il que ces états ont une bonne chance de façonner leur avenir. Cependant, si le développement se déroule en ex-URSS d'une manière funeste, et si des vagues de réfugiés se déversent sur ces états, la situation changera radicalement. Une politique de sécurité quant à ces pays réclame une aide rapide, efficace, et allant droit au but.

De nouvelles dimensions

De nouvelles dimensions dans la politique de sûreté sont données par la prolifération des armes d'extermination et des fusées ballistiques à grande portée, par la migration, le commerce des drogues et le crime organisé internationalement, le terrorisme, aussi au niveau national, le fondamentalisme religieux ainsi que l'explosion démographique. Si l'on combine la misère économique avec le fondamentalisme, la prolifération et la migration, on voit tout de suite qu'une bombe potentielle est là en train de faire tic tac.

Un autre défi pour la politique de sûreté sont les dangers venant de catastrophes de l'environnement par delà les frontières. Nous avons déjà parlé des bombes à retardement rouillantes dans des silos pour fusées soviétiques d'autrefois et dans des wagons de chemin de fer. Il y a aussi beaucoup de réacteurs corrodés du type Tchernobyl en marche, qui peuvent sauter à chaque instant.

La liste des risques pour la sécurité pourrait être prolongée à l'infini. Le fait que tous ces problèmes ne peuvent pas être simplement éliminés de notre monde – avec nos humbles moyens de toute façon pas – ne doit pas nous inciter à fermer les yeux devant eux. La Suisse doit apporter sa contribution à la sûreté européenne, aussi bien dans le domaine économique que militaire. ▲

Finis les dégâts dus à l'humidité! Déshumidification

A la cave, à l'entrepôt, dans l'appartement, les installations industrielles ou de la protection civile, les appareils à condensation Krüger sont d'un fonctionnement sûr, entièrement automatique et économique!

Demandez notre documentation détaillée!

Krüger + Cie.

1606 Forel, Tél. 021/781 27 91
Succursales: Degersheim SG, Dielsdorf ZH,
Weggis LU, Grellingen b. Basel, Münsingen BE,
Samedan GR, Zizers GR, Gordola TI

Veuillez m'envoyer une documentation détaillée sur votre programme de déshumidificateurs:

Nom: _____

Rue: _____

NPA/Lieu: _____

à retourner à Krüger + Cie., 1606 Forel

KRÜGER

depuis 60 ans